

# Modèle de régulation pour le transport d'hydrogène par canalisations

Rapport de la consultation publique




SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

Rue du Progrès 50

1210 Bruxelles

N° d'entreprise : 0314.595.348

  0800 120 33 (numéro gratuit)

  [facebook.com/SPFEco](https://facebook.com/SPFEco)

  [@SPFEconomie](https://twitter.com/SPFEconomie)

  [linkedin.com/company/fod-economie](https://linkedin.com/company/fod-economie) (page bilingue)

  [instagram.com/spfec0](https://instagram.com/spfec0)

  [youtube.com/user/SPFEconomie](https://youtube.com/user/SPFEconomie)

  <https://economie.fgov.be>

Éditrice responsable :

Séverine Waterbley

Présidente du Comité de direction

Rue du Progrès 50

1210 Bruxelles

Version internet

## Table des matières

1.	Contexte.....	4
2.	Objectifs visés par la régulation .....	4
2.1.	Un gestionnaire unique pour le réseau de transport d'hydrogène.....	5
2.2.	Soutien à la stratégie hydrogène fédérale.....	5
2.3.	Intégration des réseaux existants .....	5
2.4.	Réutilisation de l'infrastructure existante de gaz naturel pour le transport d'hydrogène .....	6
2.5.	Cadre clair et simple.....	6
2.6.	Alignement initial avec les initiatives européennes.....	6
2.7.	Objectifs supplémentaires qui devraient être pris en compte.....	6
3.	Modèle réglementaire envisagé.....	7
3.1.	Hydrogen Network Operator (HNO).....	7
3.1.1.	Rôle et responsabilités.....	7
3.1.2.	Dissociation verticale.....	8
3.1.3.	Dissociation horizontale et séparation des comptes .....	8
3.1.4.	Certification des candidats HNO.....	8
3.1.5.	Désignation du HNO .....	8
3.2.	Exemptions et mesures transitoires.....	8
3.2.1.	Lignes directes.....	9
3.2.2.	Réseaux existants .....	9
3.3.	Principes réglementaires pour l'import et le stockage .....	9
3.3.1.	Import .....	9
3.3.2.	Stockage.....	10
3.4.	Plan de développement du réseau .....	10
3.5.	Tarifs réseau.....	10
3.6.	Rémunération et flux de trésorerie .....	11
3.6.1.	Répartition des revenus .....	11
3.6.2.	Compte de régulation.....	11
3.7.	Standard de qualité.....	11
3.8.	Autorisations de production et de fourniture.....	12
3.9.	Rôle du régulateur .....	12
3.10.	Commentaires supplémentaires.....	12

# 1. Contexte

Dans sa stratégie hydrogène, le gouvernement fédéral a annoncé en octobre 2021 la volonté d'établir un cadre réglementaire pour le transport d'hydrogène par canalisations.

Le 25 janvier 2022, la ministre de l'énergie a publié un document détaillant le modèle qu'elle envisage pour réguler le transport d'hydrogène par canalisations. Elle l'a soumis à consultation publique en vue d'orienter si nécessaire les dispositions prévues sur la base des feedback du secteur. Les acteurs intéressés étaient invités à y répondre avant le 22 février 2022.

La consultation publique était structurée en 7 questions destinées à identifier la perception des parties prenantes quant aux aspects positifs, moins positifs et à adapter du modèle réglementaire envisagé. Seize acteurs ont réagi à la consultation. Deux acteurs ont demandé que leurs réponses restent confidentielles ; ces dernières ne sont pas incluses dans ce rapport. Un acteur ne s'est pas opposé à la publication de ses réponses mais a demandé de rester anonyme.

Ce document résume les réponses récoltées dans le cadre de cette consultation publique.

## 2. Objectifs visés par la régulation

Plusieurs acteurs ont jugé « justifiés » les objectifs présentés dans la note de consultation publique (ATPC, BBL, Eoly, FEBEG, Fluxys, Orsted, Port of Antwerp, WaterstofNet). Certains de ces acteurs ont appuyé comme suit l'approche générale employée :

- BBL : L'approche inspirée du gaz naturel est saluée.
- Fluxys : Un cadre légal est requis à court terme en vue d'offrir la sécurité juridique nécessaire au développement du marché et aux investissements.
- Eoly souligne qu'un cadre réglementaire est essentiel vu l'importance que prendra l'hydrogène renouvelable et bas carbone dans la transition énergétique.
- Febeg souligne que le cadre réglementaire doit viser l'établissement d'un marché dynamique.
- WaterstofNet considère que l'implémentation rapide d'un cadre réglementaire pour le transport d'hydrogène est crucial en vue d'offrir suffisamment de sécurité d'investissement, nécessaire à la fois pour les producteurs et les consommateurs. D'importants investissements sont indispensables vu que les réseaux existants ne seront pas suffisants pour répondre à la demande.

D'autres acteurs (Air Liquide, Engie, Equinor, Essencia, Febeliec et un acteur anonyme) ont répondu « non » à la question « trouvez-vous les objectifs justifiés ? ». Pour autant, tous ne sont pas en désaccord avec les objectifs présentés et ont parfois uniquement pointé certains éléments qui mériteraient d'être affinés.

- Air Liquide soutient la volonté d'établir un modèle réglementaire pour les canalisations publiques de transport d'hydrogène, mais émet de nombreuses réserves sur les éléments présentés dans la note de consultation publique. Ces réserves sont détaillées aux sections suivantes.
- Engie soutient entièrement la volonté d'établir un marché robuste de l'hydrogène. Engie considère toutefois qu'une infrastructure de transport est une pièce du puzzle mais que d'autres éléments essentiels n'ont pas été pris en compte dans le cadre réglementaire envisagé, en particulier un système de soutien à la production, incitation à la consommation ou des mesures en termes de certification.
- Equinor considère que le développement d'un cadre réglementaire simple et efficace inspiré de l'expérience pour le gaz naturel est la meilleure manière de procéder. La régulation doit toutefois couvrir l'hydrogène renouvelable **et bas-carbone** et prévoir des mécanismes de soutien suffisants.
- Essencia émet des réserves par rapport à certains des objectifs présentés dans la note de consultation publiques. Ces réserves sont détaillées ci-après.
- Febeliec soutient les recommandations de ACER/CEER sur la régulation des réseaux d'hydrogène. Celles-ci portent sur une approche graduelle et itérative avec toutefois des orientations claires dès le départ, des exemptions temporaires, la réutilisation des

infrastructures de gaz naturel pour le transport d'hydrogène et des tarifs qui reflètent les coûts (pas de subsidiation croisée).

- Un acteur anonyme soutient les objectifs présentés dans la note de consultation publique et accueille positivement la volonté de la ministre de l'Énergie d'aller plus vite que le paquet gaz européen. Il apprécie particulièrement les aspects open-access non discriminatoire ainsi que l'établissement de tarifs qui reflètent les coûts. Il n'est cependant pas convaincu de la nécessité de désignation d'un gestionnaire unique.

Les sections suivantes abordent les commentaires spécifiques relatifs à chacun des objectifs présentés

## 2.1. Un gestionnaire unique pour le réseau de transport d'hydrogène

Certains acteurs (Essenscia, Anonyme, Air Liquide) ne considèrent pas nécessaire d'avoir un gestionnaire unique du réseau de transport d'hydrogène (« hydrogen network operator » ou « HNO »).

- Un acteur anonyme souligne que si un opérateur unique est désigné, il est primordial d'avoir suffisamment de transparence sur les coûts.
- Un modèle avec plusieurs exploitants peut être imaginé, avec des gains potentiels en termes d'efficacité et de coûts. L'exploitant ne doit pas spécialement être propriétaire de l'infrastructure qu'il opère.
- Selon Air Liquide, la désignation d'un ou plusieurs exploitants publiques ne supprime pas le rôle que peuvent jouer des acteurs privés. Cela peut être tout aussi transparent et permettre des gains en termes d'efficacité.
- Air Liquide n'est pas convaincu de l'argument « superficie limitée de la Belgique » pour justifier un gestionnaire unique.

En plus des acteurs qui trouvent les objectifs proposés justifiés, certains acteurs ont ajouté un commentaire supplémentaire en faveur d'un gestionnaire unique (Orsted, Fluxys).

- Une séparation claire des rôles est importante pour soutenir la volonté et la sécurité des investissements. La désignation d'un gestionnaire unique est en cela positive.
- La production d'hydrogène doit rester une activité de marché, en concurrence.
- Fluxys soutient la proposition de désignation d'un Hydrogen Network Operator (HNO) unique opérant l'infrastructure sur la base d'un accès aux tiers ouvert et non discriminatoire. Cela permettra selon eux de stimuler le marché en développant harmonieusement la production et la consommation d'hydrogène dans un cadre de concurrence saine et loyale.
- Orsted : les règles d'accès et les tarifs doivent être déterminés par un acteur unique indépendant, en concertation avec le marché.

## 2.2. Soutien à la stratégie hydrogène fédérale

- Plusieurs acteurs soutiennent cet objectif (FEBEG, Orsted, Fluxys). Un alignement international est requis pour arriver à positionner la Belgique comme hub d'import et de transit (norme de qualité, plan d'investissement d'infrastructure transfrontalière, certification).
- Equinor : le cadre réglementaire doit contribuer au positionnement de la Belgique comme hub d'import et de transit pour l'hydrogène renouvelable **et bas-carbone**, pas uniquement renouvelable.

## 2.3. Intégration des réseaux existants

- Essenscia pense que l'intégration des réseaux existants doit se faire par étape, sachant que leur utilisation actuelle est orientée vers l'industrie et qu'ils ont été développés et financés par des acteurs privés.

- Air Liquide accueille favorablement la volonté de respecter les contrats existants, mais demande que la manière dont cela sera garanti soit clarifiée.
- Air Liquide : l'infrastructure actuelle a été dimensionnée sur mesure pour les services qu'elle offre actuellement à ses clients. Elle ne pourra donc pas (ou très peu) participer au positionnement de la Belgique comme hub d'import et de transit.
- Air Liquide : une obligation d'exploitation par le HNO ou revente au HNO des infrastructures existantes entraînerait des effets néfastes en termes d'investissements dans les réseaux existants, impactant négativement les clients actuels et futurs de ces infrastructures.
- WaterstofNet : Les principes d'unbundling et de third party acces (TPA) ainsi que la période transitoire et les exemptions répondent bien aux besoins du marché.

## 2.4. Réutilisation de l'infrastructure existante de gaz naturel pour le transport d'hydrogène

- Essenscia et Equinor considèrent que la réutilisation d'infrastructures de gaz naturel existantes peut être une solution efficace mais soulignent que toute subsidiation croisée doit être évitée.

## 2.5. Cadre clair et simple

- Essenscia et Air Liquide considèrent que cet objectif est primordial mais trouvent que le modèle envisagé n'en tient pas suffisamment compte. Air Liquide est d'avis qu'une approche par étape suivant les besoins du marché serait plus appropriée.

## 2.6. Alignement initial avec les initiatives européennes

- Essenscia et Air Liquide considèrent que la mise en place de la régulation au niveau national ne devrait avoir lieu qu'après la finalisation du cadre européen pour éviter toute incohérence.
- D'autres acteurs comme Orsted, Fluxys, WaterstofNet et un acteur anonyme trouvent positif que la Belgique prenne un rôle de pionnier en allant plus vite que le cadre européen. Certains aspects requièrent toutefois par nature un alignement international, par exemple la tarification, la planification des réseaux, les normes de qualité ou les règles en matière de blending. Ceux-ci doivent absolument être traités au niveau européen.

## 2.7. Objectifs supplémentaires qui devraient être pris en compte

### Soutien à la production et à la consommation

Plusieurs acteurs (Equinor, Engie, Eoly, FEBEG, WaterstofNet et un acteur anonyme) regrettent que les aspects liés au soutien à la production et à la consommation d'hydrogène ne soient pas pris en compte dans cette initiative.

### Certification et garanties d'origine

- BBL, Engie, Equinor, FEBEG, Orsted, Port of Antwerp et WaterstofNet regrettent que la régulation envisagée ne comporte pas de dispositions relatives à la certification et aux garanties d'origine.
- Orsted souligne qu'un système de certification devrait de préférence être défini au niveau européen.

### Prise en compte du contexte économique

- Essenscia propose d'ajouter l'objectif suivant : conservation et renforcement des atouts industriels relatifs à l'hydrogène dans notre pays.
- Febeg demande de considérer l'efficacité économique comme objectif.

- Air Liquide considère que cette régulation doit être en accord avec la réalité économique actuelle et prendre en compte les caractéristiques du marché, des technologies et des infrastructures H2 actuelles.

### 3. Modèle régulateur envisagé

Plusieurs acteurs (ATPC, BBL, Eoly, FEBEG, Fluxys et Orsted) ont trouvé que le modèle régulateur répondait bien aux objectifs visés.

D'autres acteurs (Air Liquide, Engie, Equinor, Essenscia, Port of Antwerp, WaterstofNet et un acteur anonyme) ont répondu « non » à la question « trouvez-vous que le modèle répond bien aux objectifs visés ? ». Pour autant, tous ne sont pas en désaccord avec les dispositions prévues et ont parfois uniquement pointé certains éléments qui mériteraient d'être affinés.

- Air Liquide souligne notamment que la désignation d'un gestionnaire unique ne contribuera pas spécialement à une meilleure efficacité.
- Engie trouve le champ d'application de la régulation envisagée trop restreint. Les aspects relatifs à la certification, au blending, et au soutien à la production et à l'utilisation d'hydrogène devraient également être traités. Engie appelle l'État fédéral et les régions à collaborer en vue d'adopter une approche holistique.
- Equinor supporte largement le modèle régulateur proposé mais exprime certaines réserves vis-à-vis du modèle employé pour la dissociation verticale et des tarifs.
- Essenscia exprime plusieurs réserves détaillées ci-après.
- Port of Antwerp émet certaines réserves quant aux dispositions prévues pour les terminaux d'import et la désignation d'un HNO unique, et propose de mieux définir le champ d'application de la régulation (y compris les concepts de ligne directe, transport et distribution).
- WaterstofNet trouve que le concept de « ligne directe » devrait être mieux défini, et que l'imposition d'un standard de qualité unique doit davantage être investigué.
- Un acteur anonyme appelle à avoir de la clarté le plus rapidement possible sur l'identité du HNO, à avancer la date du 31.12.2030 (période transitoire plus courte) et à clarifier le concept de « ligne directe ». L'entreprise ne soutient pas la régulation de réseaux limités géographiquement.

Febeliec n'a pas répondu explicitement à cette question. L'organisation invite toutefois le gouvernement fédéral à adopter une approche no-regret au travers d'un développement étape par étape, à suivre les recommandations d'ACER/CEER, et à s'aligner avec le paquet gaz européen sans l'anticiper.

Les sections suivantes abordent en détails les commentaires relatifs à chacun des éléments du modèle régulateur.

#### 3.1. Hydrogen Network Operator (HNO)

##### 3.1.1. Rôle et responsabilités

- Equinor soutient les rôles et responsabilités du HNO tels que présentés dans la consultation publique.
- Port of Antwerp et Essenscia regrettent que seul le HNO puisse exploiter de nouvelles infrastructures : cela empêche le développement d'initiatives privées qui pourraient accélérer le développement du marché.
- Essenscia considère que le HNO ne doit pas spécialement être l'acteur qui construit l'infrastructure : cela peut être sous-traité ou organisé sur la base d'appels d'offres.
- Orsted trouverait utile d'étendre le rôle du HNO au développement de réseaux hydrogène offshore.
- FEBEG : le choix pour un HNO unique est la solution la plus efficace. On peut toutefois se demander s'il ne serait pas utile de permettre une certaine compétition dans la construction et la propriété de l'infrastructure.

### 3.1.2. Dissociation verticale

- Equinor préférerait l'emploi de modèles ITO pour la dissociation verticale, au lieu du modèle ISO ou du modèle OU proposé dans la note de consultation publique car ils pensent que cela permettrait des investissements par certains producteurs par exemple.<sup>1</sup>
- Essenscia souligne que la dissociation verticale n'est utile que pour réguler le transport. Les réseaux industriels et de distribution ne devraient pas être soumis aux mêmes règles vu le stade actuel de développement du marché.
- Fluxys et WaterstofNet soutiennent les principes d'unbundling et de TPA tels que proposés. Cela répond selon eux bien aux besoins du marché.

### 3.1.3. Dissociation horizontale et séparation des comptes

- Air Liquide, Essenscia, Equinor et WaterstofNet accueillent positivement la proposition de dissociation horizontale et de séparation comptable. Cela permet une plus grande transparence et prévient la subsidiation croisée.
- BBL se pose des questions sur la manière dont la dissociation horizontale sera implémentée dans le cas où Fluxys serait désigné comme HNO. BBL insiste toutefois sur le fait que la dissociation horizontale ne peut pas entraver la réutilisation d'infrastructures de gaz naturel pour le transport d'hydrogène.
- Eoly peut souscrire au principe générale visant à éviter toute subsidiation croisée. Il convient cependant de trouver une solution pour les premiers utilisateurs de réseau d'hydrogène (tant pour l'injection que pour le prélèvement), qui risquent d'être confrontés à des tarifs exorbitants tuant tout business model possible. Le paquet gaz européen ouvre pour cela des portes.

### 3.1.4. Certification des candidats HNO

Pas de commentaire spécifique sur ce point

### 3.1.5. Désignation du HNO

- Air Liquide considère que la désignation d'un HNO unique ne contribuera pas spécialement à une plus grande efficacité vu sa position monopolistique. Ils pensent qu'il est préférable de permettre aux réseaux public et privés de coexister.
- Orsted accueille favorablement la désignation d'un HNO unique et pense que Fluxys est un candidat sérieux pour assurer ce rôle.
- Un acteur anonyme mentionne qu'il est important d'avoir rapidement de la clarté sur l'identité du/des HNO(s) en vue d'accélérer les projets qui dépendent d'une infrastructure de transport d'hydrogène.

## 3.2. Exemptions et mesures transitoires

- FEBEG et WaterstofNet trouve que les intérêts des réseaux existants et les lignes directes ont bien été pris en compte et que les dispositions à leur égard répondent bien aux besoins du marché.
- Pour Essenscia, il est crucial que l'imposition d'un TPA soit couplée avec la possibilité d'extension de la capacité et d'imposition de conditions en termes de standard de qualité.

---

<sup>1</sup> En matière de dissociation verticale trois modèles sont actuellement autorisés par les directives européennes pour le transport de gaz naturel : Ownership Unbundling (OU), Independent System Operator (ISO) et Independent Transmission System Operator (ITO). Selon la directive européenne, les modèles ISO et ITO ne peuvent être appliqués qu'aux entreprises verticalement intégrées, à savoir les entreprises opérant à la fois une activité de transport ou de distribution et une activité de production ou de fourniture avant l'entrée en vigueur de la régulation. Plus d'informations sont disponibles sur le site de la Commission européenne : [https://energy.ec.europa.eu/topics/markets-and-consumers/market-legislation/third-energy-package\\_en](https://energy.ec.europa.eu/topics/markets-and-consumers/market-legislation/third-energy-package_en)



### 3.2.1. Lignes directes

- WaterstofNet, Engie, Port of Antwerp et un acteur anonyme trouvent que la définition de « ligne directe » est trop vague. Il serait utile de clarifier cela, en particulier en ce qui concerne leur longueur maximale.
- Un acteur anonyme souligne que les petits réseaux sur des sites industriels et les lignes directes ne devraient pas être régulés.
- Air Liquide souligne que le concept de « ligne directe » n'est pas en ligne avec le paquet gaz européen, qui prévoit une exemption pour les réseaux géographiquement confinés.
- Essenscia trouve que la définition de « ligne directe » est trop restrictive et empêche le développement de certains projets.

### 3.2.2. Réseaux existants

- WaterstofNet et FEBEG trouvent les mesures transitoires proposées particulièrement utiles pour soutenir le développement du marché de l'hydrogène à court terme. L'octroi d'une période transitoire pour la dissociation verticale mais l'imposition d'un TPA aux réseaux existants durant cette période forment un bon équilibre.
- FEBEG, Eoly et un acteur anonyme se demandent pourquoi la date du 31.12.2030 a été choisie et pourquoi pas une date antérieure (période transitoire plus courte).
- Essenscia considère que le terme de la période transitoire est trop proche. La fin de la période transitoire devrait plutôt être fixée sur la base d'une évaluation périodique de la situation.
- FEBEG souligne que le cadre réglementaire ne doit pas être un frein aux investissements dans les réseaux existants. Cela passe également par davantage de clarté sur les conditions de reprise de l'exploitation des réseaux existants par le HNO.
- Engie met en évidence la complexité d'un modèle ISO qui pourrait être d'application pour les réseaux existants après 2030.
  - Ce système pourrait requérir une double certification du HNO (OU et ISO). Cela pose des questions à la fois sur la faisabilité juridique ainsi que sur le fonctionnement interne du HNO et ses relations avec les utilisateurs de réseau. Cette complexité serait encore accrue dans un cas avec plusieurs propriétaires de réseaux existants.
  - Selon Engie, l'expérience acquise pour l'électricité et le gaz montre les nombreux inconvénients du modèle ISO. Les modèles OU et ITO sont plus pertinents.
- Air Liquide considère que les mesures transitoires pour les réseaux existants et l'obligation de reprise de l'exploitation par le HNO après 2030 ne sont pas en ligne avec l'objectif 5. Les réseaux industriels existants ne devraient selon eux pas être régulés. Air Liquide propose une régulation moins stricte pour les réseaux existants, avec une exemption qui ne soit pas limitée dans le temps. Lorsque les réseaux existants sont exploités par le HNO, une rémunération équitable du propriétaire doit être mise en place.
- Eoly met en évidence que la possibilité pour les contrats en cours de bénéficier de tarifs négociés encore après 2030 pourrait mener à une discrimination à long terme entre les utilisateurs de réseau.
- Eoly insiste sur le rôle important du régulateur dans le contrôle du TPA négocié.
- Engie plaide pour que le rachat d'actifs existants par le HNO se fasse sur la base de compensations transparentes et équitables.

## 3.3. Principes réglementaires pour l'import et le stockage

### 3.3.1. Import

- FEBEG et Engie apprécient que la note de consultation publique reconnaisse la diversité des formes d'import d'hydrogène (LOHC, H<sub>2</sub>, NH<sub>3</sub>, etc.). Ce sont les acteurs de marché qui doivent déterminer quelle forme d'import employer. L'exploitation des infrastructures d'import doit être une activité de marché en concurrence. La régulation doit se limiter au transport d'hydrogène.

- Engie trouve important de définir plus précisément les formes d'import d'hydrogène possibles, sans pour autant fermer des portes.
- Port of Antwerp et un acteur anonyme considèrent que la régulation doit se limiter aux molécules qui seront utilisées comme hydrogène gazeux, et ne peut couvrir les molécules utilisées comme matières premières.
- Essenscia considère qu'il n'est pas nécessaire de réguler les terminaux d'import.
- Air Liquide trouve discutable le choix pour une régulation des terminaux d'import.

### 3.3.2. Stockage

- WaterstofNet et Essenscia trouvent positif que le stockage ne soit pas régulé pour l'instant.
- Engie trouve cela également justifié, mais appelle le gouvernement fédéral à clarifier ce qu'il entend par « infrastructure de stockage d'hydrogène » à la lumière du paquet gaz et de la volonté de la Commission européenne de réguler cette activité.

### 3.4. Plan de développement du réseau

- Equinor soutient le plan de développement de réseau tel que proposé dans la consultation publique.
- Orsted trouverait utile que les acteurs actifs dans des clusters transfrontaliers ou dans des clusters étrangers proches de la Belgique soient également consultés.
- BBL trouve la période de 10 ans pour le plan d'investissement trop courte.
- FEBEG souligne que la désignation rapide du HNO est nécessaire pour obtenir davantage de clarté sur le développement de l'infrastructure d'ici à 2030.
- BBL soutient la concertation prévue entre gestionnaires d'infrastructures H2, gaz, électricité et CO2. BBL considère toutefois que les plans de développement doivent être mieux intégrés et que le SPF Economie et la CREG ont un rôle important à jouer en ce sens.
- Orsted considère que la planification du réseau d'hydrogène, de la capacité d'électrolyse et de la production renouvelable doit se faire de manière coordonnée.
- Un acteur anonyme trouve qu'il faudrait clarifier les responsabilités en matière d'alignement de la planification et des opérations avec les réseaux étrangers.

### 3.5. Tarifs réseau

- FEBEG, Eoly et WaterstofNet soulignent que la Commission européenne propose dans son paquet gaz une réduction des tarifs réseau pour l'injection d'hydrogène renouvelable et bas-carbone. Eoly demande qu'une réduction d'au moins 75 % soit accordée à ces types de gaz.
- WaterstofNet, Engie et FEBEG soulignent que les tarifs joueront un rôle clé dans le développement du marché. Le développement du réseau doit se faire en accord avec la demande du marché. Il ne faut pas que les premiers utilisateurs du réseau supportent tous les coûts de développement du réseau.
- Equinor accueille positivement la volonté d'imposer des tarifs régulés, mais souligne que la CREG devra rapidement consulter les acteurs de marché. Les tarifs doivent être transparents mais également abordables.
- FEBEG et Orsted trouvent important d'éviter toute subsidiation croisée entre réseaux d'hydrogène et de gaz naturel au travers des tarifs : les tarifs doivent refléter les coûts de développement de l'infrastructure.
- Eoly insiste sur le rôle important du régulateur dans le contrôle du TPA négocié (exemption pour les réseaux existants).

## 3.6. Rémunération et flux de trésorerie

### 3.6.1. Répartition des revenus

- Engie souligne que la méthodologie d'allocation des revenus peut mener à une subsidiation croisée entre utilisateurs de réseau et entre propriétaires de réseau. Ceci ne garantit pas spécialement un design et une opération efficaces de l'infrastructure et peut freiner de nouveaux investissements.
- Air Liquide et Essenscia trouvent inacceptable que les propriétaires d'infrastructures ne se fasse rémunérer qu'après rémunération du HNO. La répartition des revenus devrait être équitable.
- Essenscia considère que le régulateur doit prévoir suffisamment d'incitants dans la méthodologie pour garantir une exploitation optimale de l'infrastructure par le HNO.

### 3.6.2. Compte de régulation

- Engie considère que la participation du compte de régulation dans de nouveaux investissements peut mener à une subsidiation croisée de nouvelles infrastructures inutiles et/ou inefficaces. Engie s'oppose à cette proposition.

## 3.7. Standard de qualité

### Dérogations possibles du standard unique

- WaterstofNet : Certains utilisateurs peuvent avoir besoin de qualité d'hydrogène différente du standard du réseau. Il faut que ces utilisateurs puissent continuer à compter sur ces standards.
- Air Liquide regrette l'établissement d'un standard de qualité unique qui empêche de répondre au cas par cas aux besoins des clients.
- Un acteur anonyme est préoccupé par rapport au standard de qualité potentiellement bas qui désavantagerait les modes de production de haute qualité comme l'électrolyse.

### Détermination du standard de qualité

- Eoly : le standard de qualité devrait être établi au niveau requis par les applications les plus contraignantes.
- FEBEG : la détermination du standard de qualité doit se baser sur des considérations en termes techniques, économique, et sur les exigences de certaines applications comme les piles à combustible.
- Orsted : la norme de qualité doit être déterminée par un acteur unique indépendant, en concertation avec le marché.
- Equinor : le standard de qualité doit être établi dans une démarche de minimisation du coût du système. À cet égard, une concertation doit être engagée avec les HNO, les producteurs et les consommateurs.

### Autre

- Essenscia : la norme de qualité est particulièrement importante pour les applications industrielles. Elle doit pouvoir être garantie à tous moments.
- Air Liquide met en garde sur le fait que la norme de qualité appliquée sur le réseau publique puisse être inférieure par rapport au réseau privé. Cela pourrait entraîner des effet non désirés.

### 3.8. Autorisations de production et de fourniture

- Un acteur anonyme indique qu'il n'est pas favorable à l'introduction d'autorisations de production ou de fourniture.

### 3.9. Rôle du régulateur

- Essenscia : le régulateur a un rôle central à jouer. En plus de ses responsabilités présentées dans le document de consultation, il doit également avoir un rôle dans l'élaboration du plan de développement du réseau.

### 3.10. Commentaires supplémentaires

#### Définitions et champ d'application de la régulation

- WaterstofNet et Port of Antwerp regrettent que les concepts de « transport » et « distribution » ainsi que le champ d'application de la régulation envisagée ne soient pas mieux définis/délimités.
- Port of Antwerp considère que la régulation doit se limiter aux éléments impactant la sécurité d'approvisionnement en énergie et ne doit donc pas impacter l'approvisionnement en matières premières.
- ATPC propose d'élargir le champ d'application de la régulation aux terminaux d'import et à la distribution, ainsi qu'aux interactions entre les réseaux de canalisations et les infrastructures périphériques.
- Air Liquide considère que cette régulation doit se limiter aux infrastructures **publiques** de transport d'hydrogène.

#### Réutilisation d'infrastructures de gaz naturel

- Engie souligne que le régime incitant la réutilisation de canalisations de gaz naturel pour le transport d'hydrogène n'est pas défini.
- Fluxys souligne que la réutilisation ou réaffectation d'infrastructures de gaz naturel pour le transport d'hydrogène est primordial en vue de réduire le coût sociétal de développement du réseau H2.

#### Couleur de l'hydrogène

- Essenscia et un acteur anonyme soulignent que l'infrastructure de transport doit être ouverte à toutes les sources d'hydrogène, peu importe la méthode de production employée.

#### Autre

- Equinor se demande comment les aspects de balancing seront traités.
- Engie souligne que des principes réglementaires seront également nécessaires pour d'autres gaz tels que le CO2 et/ou l'O2.
- FEBEG est convaincu de l'utilité d'un réseau dédié au transport d'hydrogène, mais est également favorable au blending d'hydrogène dans le réseau de gaz naturel durant la période transitoire.
- BBL considère que l'injection d'hydrogène dans le réseau de gaz naturel mène à des effets de lock-in et freine la transition énergétique.
- Febeliec est opposé à l'imposition de quotas de consommation d'hydrogène renouvelable dans l'industrie.